

MOT DE LA SOCIETE CIVILE DE LA RDC PRONONCE PAR AUGUSTIN TUMBA NZUJI,
SECRETARE GENERAL DE LA FENECO/UNTC A L'OCCASION DE LA JOURNEE
INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION LE 8 SEPTEMBRE 2016

***Excellences Madame et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Représentant de l'UNESCO,
Mesdames et Messieurs les représentants des PTF,
Honoré(e)s membres de la société civile,
Distingués invités,
Chers Camarades***

Lire le passé et écrire l'avenir

Nous sommes sans ignorer qu'en mai 2015, les Ministres, les Chefs et Membres de délégations, les Chefs d'Institutions et Hauts responsables d'organisations multilatérales et bilatérales, représentants de la société civile, de la profession enseignante, des jeunes et du secteur privé, étaient réunis en Corée du Sud à Incheon afin d'adopter une importante Déclaration pour l'éducation post-2015. (la Déclaration D'Incheon)

Ensuite, le Sommet sur le Développement Durable s'est tenu le 25 septembre 2015, soit quelques jours après la célébration de la Journée Internationale de l'Alphabétisation 2015 ; donc, aujourd'hui, nous célébrons l'an 1 de la réalisation des objectifs pour le Développement Durable en éducation sur le plan de l'alphabétisation.

Les ODD qui constituent la suite des OMD adoptés en 2000, sont un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.

La lettre de politique éducative signée conjointement par leurs Excellences Messieurs et Madame les Ministres en charge de l'éducation de la RDC, pour contribuer à réussir le pari d'être un pays émergent à l'horizon 2030 et un pays développé à l'horizon 2050, relève de grandes options des réformes et actions prioritaires du gouvernement dont le renforcement des activités d'alphabétisation et de l'éducation non formelle et l'établissement d'un partenariat avec les entreprises privées et publiques ainsi que les confessions religieuses en vue de leur implication dans la réalisation des activités de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

Selon l'enquête EDS, près de 18 millions d'adultes (de 15ans et plus) soit 27,1% de la population congolaise dont deux tiers de femmes ne savent ni lire ni écrire ni calculer, ce qui constitue une mine prête à éclater contre l'émergence et le développement du pays.

Alors qu'avec le renforcement des activités de l'alphabétisation, quiconque a semblé échouer dans la société par l'école, peut être réintégré, aspirer à une vie vivable et c'est le pays qui gagne ! Donc ce sous-secteur de l'éducation dans notre pays est d'autant plus important que si on lui accordait les moyens nécessaires, on réduirait sensiblement le nombre d'analphabètes, on sortirait de l'obscurité ces nombreux citoyennes et citoyens pour leur accorder le droit au chapitre : la démocratie, la citoyenneté responsable, plus d'égalité de chance, la lutte contre le VIH/SIDA et les autres maladies.

Pour en dire plus, les avantages de l'alphabétisation, en particulier pour les femmes, sont bien connus : plus grande participation au marché du travail ; mariages moins précoces ; amélioration de l'état de santé et de l'état nutritionnel des enfants et de leur famille, autant de facteurs qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer les perspectives d'avenir.

En guise d'illustration, voyons ces papas et ces mamans dans les bureaux de vote qui sont à la merci des agents électoraux parce qu'ils ne savent ni lire ni écrire ! Combien de voix dont on n'est pas sûre de conquérir ?

C'est rappeler, leurs Excellences, mesdames, mesdemoiselles et messieurs qu'à la Déclaration d'Incheon où la RDC était partie prenante, les participants ont reconnu le rôle combien important de l'éducation en tant que vecteur principal du développement et de la réalisation des autres objectifs de développement durable (ODD)

La responsabilité première de la bonne mise en œuvre de cet agenda des ODD incombe aux gouvernements : mettre en place les cadres juridiques et politiques qui favorisent la responsabilité et la transparence, ainsi qu'une gouvernance participative et des partenariats coordonnés à tous les niveaux et dans tous les secteurs, et à défendre le droit à la participation de toutes les parties prenantes ; l'engagement à mettre en place des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation complets afin de produire des données factuelles solides pour guider la formulation des politiques et la gestion des systèmes éducatifs, et de garantir la redevabilité ; la nécessité d'une augmentation importante et bien ciblée du financement.

La RDC réussira-t-elle d'atteindre les objectifs de développement durable ? Autrement dit, la RDC serait-elle pays émergent à l'horizon 2030 ? Et par rapport à la cible de l'alphabétisation, à cette première année de sa mise en œuvre, que dira-t-on de tous les jeunes de 15 à 24 ans et tous les adultes qui devront maîtriser la lecture, l'écriture et le calcul ; et atteindre un niveau de compétence avéré équivalent à celui que permet d'acquérir un enseignement de base suivi dans son intégralité ?

Le chemin est tracé, toutes les batteries sont en marche pour y parvenir. A l'an 1 de la mise en œuvre de cette cible dans notre pays, il apparaît important d'interpeller le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, les organisations d'enseignants et autres à penser à des évaluations participatives à mi-parcours pour que le projet l'émergence de la RDC ainsi que celui de la réalisation des ODD à l'horizon 2030 se réalisent dans le délai.

Pour cela, nous réitérons notre vœu de voir :

- Adopter une approche sectorielle et multisectorielle pour l'élaboration, la planification et la budgétisation des politiques d'alphabétisation, en renforçant la collaboration et la coordination entre ministères ainsi qu'avec la société civile, le secteur privé et les partenaires bilatéraux et multilatéraux, et favoriser la décentralisation de la prestation.
- L'Etat, au premier chef, doit s'engager. S'engager à investir dans l'alphabétisation, à sécuriser les dépenses d'alphabétisation et éducation non formelle en veillant à ce qu'au moins 3% des dépenses totales de l'éducation soit consacré à ce secteur.
- Veiller à ce que les programmes d'alphabétisation soient de grande qualité et parfaitement adaptés aux besoins des apprenants et s'appuient sur les connaissances et l'expérience qu'ils ont déjà acquises, en prêtant une attention privilégiée à la

culture, à la langue, aux rapports sociaux et politiques et à l'activité économique, ainsi qu'aux filles, aux femmes et aux groupes vulnérables.

- Mettre en place un système pour recueillir, analyser et partager des données pertinentes et d'actualité sur les niveaux d'alphabétisation et les besoins d'alphabétisation, ventilées par sexe et d'autres indicateurs de marginalisation.
- Mettre en relief l'importance d'affiner davantage des passerelles entre le formel et le non formel, si nous voulons vraiment atteindre cette cible.
- Ouvrir les écoles, le soir, aux activités d'alphabétisation des adultes en milieu rural comme en milieu urbain et partout où le besoin se fait sentir devrait désormais guider nos réflexions pour éradiquer l'analphabétisme qui est facteur de pauvreté.
- Améliorer la qualité de l'alphabétisation par l'environnement, les matériels didactiques et le personnel de qualité, mieux formés et bien motivés permettrait d'atteindre rapidement les objectifs de développement durable.

C'est ainsi que la société civile pense arriver à lire le passé pour écrire l'avenir